

LIAISON FERROVIAIRE AIN M'LILA-TEBESSA

Le projet avance bien

Le projet de la ligne ferroviaire Aïn M'lila-Tébessa est en bonne voie et sera achevé en 2006, selon les prévisions des cadres chargés de la réalisation.

Cette ligne, d'une utilité particulière, est longue de 165 kilomètres avec 6 stations principales, à savoir Aïn M'lila, Aïn Fakroun, Oum-El-Bouaghi-Ville, Meskiana, Aïn Beïda, Sidi-Yahia et Tébessa. Le maître d'ouvrage est le ministère des Transports et le maître de l'ouvrage délégué est la SNTF.

Les entreprises impliquées dans la réalisation du projet sont Cosider, Infracor, Sothyob, ERTP et un groupement d'entreprises algériennes composé d'Infracor, EPTP Constantine et Sero-Est. Pour améliorer la gestion technique du projet, la SNTF a fait appel à un groupement de bureaux d'études canadien, CANAC/Dessau Soprin, dans le cadre de l'assistance technique, le contrôle et la surveillance.

Plus de 1000 travailleurs au total sont à leurs postes de travail sans compter les postes d'emploi indirectement créés tels que ceux du transport. Après avoir fait l'objet d'un déplacement qui a nécessité la mise en place en un temps record d'un tronçon ferroviaire

de 13 kilomètres, la nouvelle gare principale de bifurcation d'Aïn M'lila est actuellement opérationnelle et dessert Constantine et Batna. En 1988, le projet de la ligne Aïn M'lila-Tébessa évalué à l'époque à 195 milliards de centimes a été lancé avec la participation de l'armée pour la réalisation des travaux de terrassement. De 1990 à 1994, le projet a connu un arrêt total vu la conjoncture particulière vécue. En 1995, la relance des travaux a été permise dans le cadre des grands travaux mis en évidence par le gouvernement Sifi et le projet a été réévalué à 1300 milliards de centimes, soit presque 6 fois l'évaluation initiale. De 1995 à 1996, bon nombre de choses ont été réalisées mais en 1998, les travaux ont été suspendus par les pouvoirs publics et tout s'est arrêté pour cause d'absence de crédits de paiement qui n'ont repris qu'en septembre 2000. Ces deux années d'arrêt ont été préjudiciables pour tous à commencer par l'Etat qui a dû déboursier presque 40 milliards de centimes pour le paiement des

indemnités d'ajournement réclamées par les entreprises outre le fait que des dégradations ont été constatées à tous les niveaux 440 milliards de centimes ont été dégagés par l'Etat pour achever le tronçon Aïn M'lila-Oum El-Bouaghi. Nouveau redémarrage en 2001 dans le cadre du programme de soutien à la relance économique. La ligne Oum El-Bouaghi-Tébessa a été inscrite dans le cadre d'une autre opération pour un montant de 500 milliards de centimes. Jusqu'au 31 décembre 2004, l'avancement des travaux a été évalué à 57 %, ce qui est satisfaisant malgré tous les aléas. Les contraintes rencontrées par la



SNTF sont diverses allant des problèmes d'expropriations des terres dans l'indivision, aux problèmes de déviations des lignes électriques de moyenne et de basse tension, aux interférences entre les réseaux routiers et l'axe ferroviaire nécessitant des travaux supplémentaires qui coûtent cher et prennent du temps ainsi que les changements subits des plans d'urbanisme des villes. Les axes routiers et les plans d'urbanisme directeurs ont été réalisés sans tenir compte de l'axe de la voie ferrée ce qui est grave puisque, à chaque fois, des passerelles, des ponts, des passages à niveau qui n'étaient pas prévus doivent voir le jour.

Nasreddine Bakha

BATNA

39 "troubles à l'ordre public" en 2004

Les problèmes sociaux sont la cause essentielle des émeutes qui ont eu lieu dans la wilaya de Batna en 2004.

Ainsi, le mécontentement populaire commence par l'absence de contacts humains, un ras-le-bol, des attroupements, des obstructions des voies publiques, des pierres sur les routes, des pneus brûlés, des plaques et des poteaux arrachés avec parfois en relief des pillages et des destructions de biens privés et publics... et se termine souvent par l'intervention de la gendarmerie et des Groupements d'intervention de réserve, GIR, pour rétablir l'ordre, des arrestations, des présentations devant le parquet et des mises en détention.

Pas moins de 39 troubles à l'ordre public ont été enregistrés dans la wilaya de Batna en 2004. Des citoyens de diverses localités des Aurès ont manifesté pour l'alimentation en eau potable, tel Ras-El-Aïoun, d'autres pour l'alimentation en gaz de ville, tel K'sar-Belezma tandis que les habitants de Tazoult sont sortis dans la rue pour la pose de ralentisseurs. T'kout, Timqad, Beni Fedhala, El Djeddar, Zana-El-Beïda, Merouana, N'Gaous, Aïn-Touta entre autres, ont également connu des troubles.

Mis à part un cas ou deux aux contours assez spécifiques, la plupart des revendications sont d'ordre social. Les élus locaux et autres responsables administratifs des localités auraient pu éviter ces troubles en engageant des contacts avec les citoyens.

N. B.

MILA

Le "tranbendo", une aubaine pour les visiteurs

Le marché bibeidomadaire de la ville de Mila, appelé communément "tranbendo", prend de plus en plus de l'ampleur jusqu'à devenir un véritable pôle commercial où affluent des milliers de visiteurs, en majorité des femmes, venus des quatre coins de la wilaya pour faire leurs emplettes.

Les lieux qui se trouvent malheureusement dans un état lamentable et déplorable — ni aménagement, ni entretien, ni organisation — sont pris d'assaut tous les samedi et mardi par une faune de visiteurs à la recherche de la bonne occasion. C'est que dans ce marché, on y trouve de tout et à des prix imbattables, car largement inférieurs à ceux pratiqués dans les autres lieux de commerce. Cela varie carrément du simple au double, concernant certains produits.

On y trouve surtout et en grande quantité des produits made in China : de la confection à la céramique vaisselle et autre porcelaine et ustensiles de cuisine, en passant par les coupons de tissu, literie, tapisserie, chaussures, jouets, etc., mais également des produits cosmétiques, de la friperie, des vêtements et sous-vêtements pour tous sexes et tous âges, des fruits et légumes, de la volaille, de l'alimentation générale, des plantes médicinales et même des vendeurs de brochettes,

de pizza et autres boissons. Le tout dans un vacarme assourdissant de véritable "souk".

Les femmes qui représentent les 2/3 de la clientèle évoluent très à l'aise car se sentent en sécurité, mis à part quelques cas isolés de tentatives de vol, "corrigés" rapidement par des revendeurs et autres commerçants que la sécurisation des lieux importe au premier chef, vu la qualité et la vulnérabilité de la clientèle.

Dans ce marché, tout le monde trouve son compte, le client comme le commerçant, mais également l'adjudicateur qui collecte des millions, voire des dizaines de millions chaque jour de marché sauf, bien sûr, l'environnement qui présente des images de désolation après le départ du dernier marchand et du dernier client.

Ainsi, le marché, une fois vidé de ses occupants du jour, offre toujours le même spectacle ahurissant : personne n'a rien oublié de ses affaires personnelles, seuls les sachets en plastique et autres emballages des effets vestimentaires, cartons, ordures de toutes sortes sont abandonnés sur ces lieux qui deviennent de véritables champs de débris et d'immondices. Seuls en pâtissent les habitants des cités Boutout, Bensalah et 500-Logements qui évoluent à longueur d'année dans un tel décor.

A. M'haimoud

SEPT NOUVELLES UNITÉS INDUSTRIELLES Y SONT PROJETÉES

Annaba confirme sa position de métropole économique

Annaba renforce son statut de pôle industriel important dans l'échiquier économique national où pas moins de sept unités économiques sont en cours de réalisation, il s'agit, entre autres, de deux laminoirs, d'une aciérie et d'unités de transformation de plastique, de production de polyéthylène, de fabrication de matériel informatique et de flacons en plastique et mises en bouteille.

Ces projets viennent ainsi s'ajouter aux 174 entreprises qui emploient quelque 25 400 travailleurs sans compter le complexe industriel d'engrais phosphates et azotes d'Asmidal et de celui sidérurgique

d'El Hadjar, aujourd'hui Mittal Steel Annaba, ex-ISPAT, né de l'accord signé le 18/10/2001 entre le gouvernement algérien et le groupe indien LNM Holding N.V. et ISPAT International faisant le point de la situation du secteur, le directeur de l'industrie et des mines, M. A. Benikhlef, a souligné que l'heure est à l'adaptation de l'entreprise algérienne aux profondes mutations économiques qu'enregistre le marché mondial, insistant sur la volonté des pouvoirs publics à accompagner et soutenir les entités économiques dans leur démarche de mise à niveau et d'amélioration de la production en prévision de l'adhésion imminente de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce dernier point s'avère plus qu'une exigence pour la survie des entreprises algériennes à cause

de la concurrence internationale d'où la nécessité pour celles-ci de se mettre en conformité avec les normes de production en vigueur à l'échelle planétaire. L'obtention du certificat ISO 9 000 et 14 000 est synonyme donc de survie pour les entreprises algériennes. Il convient de signaler que la wilaya de Annaba dispose de 4 zones industrielles et de 4 zones d'activités commerciales d'une superficie globale de 388 hectares répartie sur un total de 578 lots ainsi que 5 autres zones d'activités commerciales créées récemment sur une superficie de 53 hectares. L'ensemble du tissu industriel occupe une assiette foncière de plus de 1890 hectares et fait incontestablement de la région de Annaba une métropole économique dans le pays.

Nabil Kebaïli

SIDI-SALEM

La "SAS" rasée

Hier, la cité SAS, un bidonville de Sidi-Salem, localité distante de 6 km de Annaba a connu une journée particulière du fait que pour une fois un air de fête se dégageait de ces lieux désolés et synonymes de misère.

En effet, 114 familles habitant dans des conditions très précaires ont été relogés dans des appartements neufs à quelque centaines de mètres de ladite cité. Des pères de famille, des femmes et des enfants couraient dans tous les sens et s'affairaient pour ramasser leurs affaires et les charger sur des camions ; des policiers et des gendarmes en

faction assuraient le bon déroulement de l'opération et des centaines de curieux observaient la scène. Côté appartements, on se dépêche d'occuper sa nouvelle demeure ; c'est la joie au pluriel, les rires des enfants qui emplissent les couloirs, les youyouys qui fusent de toute part et ces visages, jadis fermés, qui s'éclaircissent arborant un large

sourire. Bref, on revit et on renoue avec l'espoir. Parmi les heureux bénéficiaires, il y en a qui ont fondé leurs foyers dans la cité SAS, il y a plus de 50 ans, leurs enfants se sont mariés et à leur tour ont eu des enfants, ce sont donc deux générations de misère qui ont été éradiquées d'un coup hier pour connaître une vie décente et moderne.

Avec cette attribution qui, normalement, devrait se faire le 21 décembre de l'année écoulée (voir Le Soir d'Algérie du 23 décembre 2004), ce sont 630 logements qui ont été

livrés sur un programme de 1000 unités pour la localité de Sidi Salem, programme entrant dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, décidé par le président de la République lors de sa visite dans la wilaya de Annaba.

Selon le chef de daïra d'El Bouni, 300 autres logements seront attribués à la fin du mois de janvier et après la démolition du bidonville (qui a déjà commencé) les travaux pour la construction de 180 unités démarrent bientôt sur le même site.

M. Rahmani